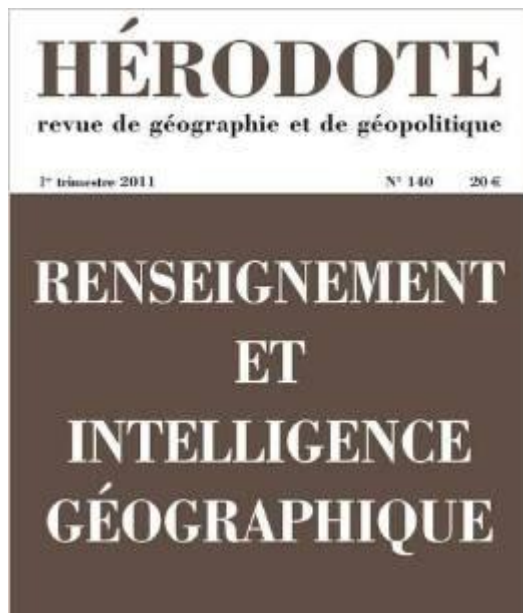


Renseignement et Intelligence Géographique

« Renseignement et Intelligence Géographique », *Hérodote*, n°140, n°2011/1.

En ligne : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2011-1.htm>



Depuis les attentats du 11 septembre 2001 et en 2008 la publication du [Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale](#) (en cours de réactualisation), le renseignement prend une place grandissante dans les politiques de défense, qui veulent à tout prix anticiper les nouvelles menaces qui pèsent sur l'État. Les nouvelles formes de conflits depuis les guerres des Balkans des années 1990, prenant place dans des théâtres d'opérations jusqu'à alors méconnus, ainsi que l'utilisation de moyens techniques de plus en plus sophistiqués par les agences de renseignement, exigent une prise en compte précise des phénomènes géographiques tels que la topographie ou le climat, sans omettre bien sûr de considérer les facteurs humains dans ces « guerres au milieu des populations » (pour reprendre la formule du général étatsunien Ruppert Smith, rendue célèbre en France par le général Vincent Desportes). La géographie peut être une discipline opératoire pour les services du renseignement : ces savoirs-faires confrontent les facteurs physiques et les facteurs humains. Comprendre comment l'approche spatiale se construit à la fois comme un outil pour le renseignement et comme un outil de compréhension du renseignement comme sujet géographique, tel est l'intérêt de ce numéro d'*{Hérodote}* pour un lecteur français, peu habitué à ces questions.

Aujourd'hui, l'attrait des géographes français pour tout ce qui touche au métier des armes est bien souvent inexistant (alors même que la géographie et les armées ont été historiquement liées, non seulement dans la production cartographique, mais aussi dans l'existence d'une importante école de géographie militaire à la fin du XIXe siècle), et une rapide conversation sur ces thèmes montre que pour beaucoup d'étudiants le renseignement reste associé à la torture et aux États totalitaires, ce qui est fort regrettable puisque les recrutements au sein de telles institutions s'ouvrent dans un grand nombre de spécialités, comme l'on peut le constater sur leurs sites Internet respectifs. Autre représentation prégnante dans l'imaginaire collectif : le renseignement reste lié à un monde à la «

James Bond ». Restreindre ainsi le renseignement à une image cinématographique ne permet pas de comprendre les apports de l'approche géographique dans les analyses produits par ce métier.

Yves Lacoste, célèbre pour sa formule « la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre », décrit, dans l'article introductif, cette image négative dont souffrent les acteurs des services de renseignement dans l'imaginaire collectif (comme par exemple la « gigantesque image négative, celle qu'a la Central Intelligence Agency (CIA) au plan international et spécialement en France » p. 4), et explique pourquoi il faut « tenter de faire avancer le débat en intégrant aux raisonnements géographiques les enjeux de pouvoir sur les territoires » (p. 6). Que la France arrête de faire l'autruche et puisse s'appuyer sur un « vaste mouvement d'intelligence géographique ». (p. 6). C'est ainsi la méthode géopolitique de l'école lacostienne qui est avancée comme outil opératoire pour comprendre les enjeux sur les théâtres d'opérations. Le renseignement est, plus que jamais, mis à contribution, tant les menaces actuelles se posent en termes géographiques : la question des réseaux (djihad, criminalité organisée...) et celle des échelles (local, national, transnational, international) font de la géographie un éclairage fondamental dans le raisonnement et l'analyse de la conflictualité et de l'insécurité auxquelles sont confrontées les Etats.

Le renseignement est indissociable de la géographie et les deux biographies, de Sándor Rádo et Pal Teleki (rédigées respectivement par Guillaume Bourgeois, et Janos Kubassek) sont la preuve. Ce ne sont pas des « agents secrets », tels que l'on se les représente par le prisme de la médiane cinématographique, tueurs de sang-froid en costume qui y sont décrits, mais des bourreaux de travail, qui à force d'établir des projets, d'écrire des rapports, de dessiner de cartes, à force de créer des sociétés géographiques, se sont imposés comme des agents de renseignement au service de leur pays, l'un lors de l'installation du communisme en Hongrie, l'autre lors des traités suivant la première guerre mondiale et visant à rééquilibrer les forces en Europe centrale. On y comprend le terme d'« intelligence géographique » (qui apparaît dans le titre du numéro et interroge le non-connaissieur) : le renseignement se fonde avant tout sur l'analyse de l'information. Collecter n'est pas suffisant, et l'un des métiers majeurs dans les services du renseignement reste celui de l'analyste. C'est à lui que les savoirs-faires de la géographie sont, justement, les plus utiles, tant ils lui permettent d'appréhender les menaces avec une vision multiscalaire. Ces deux portraits plongent donc le lecteur dans la réalité du métier et dans l'utilité sociale d'une géographie appliquée. La nécrologie que la Royal Geographical Society consacre à Sándor Rádo le confirme dans sa conclusion : « *la recherche géographique est un inlassable cheminement. Aux géographes de servir leur propre pays et à eux de contribuer à l'entente internationale* » (p. 27).

L'intelligence géographique est là : produire un travail de qualité qui pourra servir à l'État et au monde dans une optique positive. Produire un travail pratique et non plus seulement spéculatif. Cette idée, Philippe Boulanger la développe dans son article, « Renseignement géographique et culture militaire », qui met l'accent sur la volonté des armées modernes de maîtriser l'ensemble des sphères géographiques, et ce, dans le but de pouvoir toujours mieux prévoir, mieux organiser les opérations. Il y développe l'idée d'un « renseignement géographique » : « *l'influence de la géographie dans une opération de coercition et de maintien de la paix est décisive et sa connaissance constitue traditionnellement un avantage pour le commandement. Ce fait explique que la géographie au sens large est considérée par le stratège et le tacticien comme une forme de renseignement*

militaire. Par définition, la géographie renseigne, apporte les informations nécessaires aux commandements et aux unités en opérations, désormais obtenues en temps réel avec la modernisation des technologies » (p. 47). C'est donc la géographie comme discipline qui est interrogée, dans son utilité pour les services du renseignement et dans sa propre épistémologie. Il est dommage que l'article soit si court puisqu'il traite pleinement du thème de ce numéro.

L'utilisation des sphères géographiques est précisée par Mickaël Aubout dans son article : « Le milieu aérien, acteur et objet du renseignement » (p. 81). Alors que le milieu aérien est défini par le Général Giulio Douhet (général italien, 1869-1930, théoricien de la guerre aérienne) comme un milieu d'une totale uniformité, et que l'armée de l'air y voit : « *une couche de gaz dépourvue d'obstacles, [...] qui offre une transparence et une faible résistance aux vecteurs conçus pour s'y déplacer* » (p. 82), la surveillance des frontières aériennes est constante et implique : « *la conception d'une géographie politique et militaire aérienne* » (p. 82). C'est ce que Mickaël Aubout explique en montrant les interactions entre renseignement aérospatial et actions des décideurs politiques, dans un monde à l'ère du stratège « *ne s'arrête plus aux frontières terrestres, ou aux lignes ennemis* » (p. 87).

L'article suivant, de Pierre Pagney, s'intéresse au climat. En partant d'exemples historiques, il analyse l'évolution des pensées stratégiques et démontre la toute naissante prise en compte des phénomènes climatiques dans la conduite des opérations militaires. La clarté des propos est étonnante et les 15 pages de l'article se lisent d'une traite. Les lecteurs ne connaissant pas les travaux de Pierre Pagney, et notamment son ouvrage {Le climat, la bataille et la guerre}, y apprendront que, Sun Tzu mis à part, les théoriciens militaires depuis l'Antiquité ne faisaient pas grand cas des conditions climatiques, ce qui semble aujourd'hui d'une absolue nécessité compte tenu de l'usage massif que l'on fait de l'aviation, des drones et évidemment de la marine pour résoudre les conflits. Il est dommage que son ouvrage soit trop peu cité dans le monde de la géographie comme dans celui des « études de la guerre ». Il est pourtant fait état du manque de méthode d'approche, qui devra être trouvée conjointement par les militaires et climatologues et incluant la notion de milieu et non plus seulement de terrain.

L'article « Étudier le renseignement en France » d'Amélie Malissard, Olivier Chopin et Bastien Ironde se démarque par l'appartenance disciplinaire des auteurs : ces trois politologues s'attache à montrer, le manque de formations universitaires consacrées à ces thèmes (hormis quelques cours à Sciences Po et certains masters bien spécifiques), quand dans les pays anglo-saxons les {Intelligence Studies} se sont déjà imposées comme un genre à part entière depuis au moins vingt ans. L'article n'est pas des plus aisés à lire, mais s'attarde sur un aspect important du lien Armées-Nation : ce manque de formations ne contribue-t-il pas à rendre négative l'image du renseignement, et ainsi à réduire les profils potentiellement « recrutables » ? Les auteurs s'interrogent ainsi en conclusion : quand enfin pourrions-nous créer des formations en France sans vouloir à tout prix les rendre spécifiques, sans vouloir développer systématiquement une école à la française avant même de dispenser des enseignements ou de promouvoir des chercheurs ?

Les trois articles qui suivent décrivent les représentations du renseignement au sein du continent nord-américain. Les deux premiers articles portent sur les Etats-Unis : Jean-Loup Samaa questionne

« une géographie américaine de la menace chinoise », et Jean-Philippe Baulon s'interroge sur « les logiques d'une passion stratégique : les Etats-Unis et la défense antimissile ». Les deux articles montrent la mise en place de leur stratégie d'emploi des forces et prouvent à quel point l'étude géographique et l'étude géopolitique sont indissociables de toute prise de décision au sein des États-majors, et ce tant pour mettre en place un bouclier antimissile que pour gérer les fonds à faire parvenir au gouvernement de Taïwan. La grande qualité de ces articles est de parler de cas actuels tout en les replaçant dans leur contexte historique, ce qui permet de voir les interactions entre les milieux du renseignement et les milieux décisionnaires.

Jean Marin s'intéresse au cas canadien dans son article sur « les contraintes de la géographie et de l'histoire : la dépendance canadienne en matière de renseignement étranger ». Il y décrit la création de l'Intelligence Corps et la manière dont le gouvernement a réutilisé un corps autrefois dédié à la cartographie du pays, pour en faire un service de renseignement à part entière. Le Canada du fait de ses liens étroits avec l'Angleterre et les États-Unis n'a jamais eu besoin, ni n'a voulu mettre en place un réseau mondial d'espionnage, mais par ailleurs il s'est concentré sur la formation de spécialistes en traitement des informations, de spécialistes du renseignement électronique. L'article interroge donc les liens intimes entre cartographie, géographie et renseignement.

Béatrice Giblin interroge une autre forme de renseignement, dans son entretien avec Rémy Pautrat où elle l'invite à discuter du renseignement économique. Le constat est encore une fois catastrophique : les entreprises françaises ne s'y intéressent pas, une grande partie d'entre elles ne connaît d'ailleurs pas le marché sur lequel elle travaille et la confusion est souvent faite entre « intelligence économique » et « espionnage industriel ». L'information est trop souvent vue comme : « *un enjeu de pouvoir, et pas comme une matière première d'importance stratégique à gérer collectivement dans l'intérêt général.* » (p. 155). On regrette alors de lire dans ces pages que la géographie, aussi opératoire soit-elle, n'a pas toujours trouvé sa place dans des réflexions majeures en termes de défense (qu'il s'agisse du territoire ou des marchés).

La lecture de ce numéro d'Hérodote est instructive et touche à des thèmes qui sont trop rarement abordés en géographie. On prend plaisir à lire les multiples facettes de ce qui est ici présentée comme l'« intelligence géographique ». On regrette seulement de ne pas avoir plus d'articles touchant des cas concrets, qui ne manquent pourtant pas à l'heure actuelle dans le paysage universitaire français. L'idée que la France manque d'intérêt pour le renseignement transparaît dans presque tous les articles, et on en vient à se demander si Hérodote ne tombe pas dans le même travers en se focalisant sur la vision d'une géographie universitaire du renseignement, sans donner assez de place à des articles traitant de situations pratiques. Bien évidemment, on se doute que les acteurs du renseignement ne puissent pas tous parler librement de leur métier, mais ce constat reflète peut-être la limite de cette « intelligence géographique », dont les auteurs ont démontré la pertinence : trouve-t-elle toujours sa place dans les services du renseignement ou n'est-elle opératoire qu'en théorie ?

Benjamin Guinet